WE, THE LEADERS OF THE GROUP OF TWENTY

Christian Sautter

Ainsi commence le communiqué commun de la réunion du G20, le 2 avril. J'en citerai les deux premiers paragraphes que le journal « Le Monde », daté du 4 avril, a tronqués dans sa traduction en français, préférant les parties les plus techniques qui ne passionnent que les inspecteurs des finances. J'aime le ton de cette introduction « à la Lincoln ou à la Roosevelt », qui est bien dans le style du président Obama.

« Nous sommes confrontés au plus grand défi lancé à l'économie mondiale des temps modernes ; à une crise qui s'est aggravée depuis notre dernière réunion, qui affecte la vie des femmes, des hommes et des enfants dans chaque pays, et que tous les pays doivent, unis, résoudre ensemble. Une crise globale exige une solution globale ».

« Nous partons de la conviction que la prospérité est indivisible ; que la croissance ne peut durer que si elle est partagée ; et que notre plan global pour surmonter la crise doit être axé sur les besoins et les emplois des familles travailleuses, non seulement dans les pays développés mais aussi dans les pays émergents et les pays les plus pauvres ; et ce plan doit tenir compte des intérêts de la population actuelle mais aussi des générations futures. Nous croyons que la globalisation ne peut être durable et la prospérité croissante que si elles sont fondées sur une économie mondiale ouverte, associant le marché, une régulation efficace et des institutions mondiales renforcées. »

Ce credo social-démocrate fait plaisir à lire. Qu'il ait été signé par tant de leaders conservateurs d'Europe et d'ailleurs, persuadera les pessimistes que ces leaders ont une grande capacité d'hypocrisie. Quant aux optimistes, dont Catherine et moi faisons partie, ils penseront que la crise est si brutale et si profonde qu'elle a amené certains à douter de leur foi dans la main invisible du marché, main qui a pas mal tremblé depuis maintenant deux ans.

Cette réunion du G20 a été commentée par la presse française avec un enthousiasme délirant, tandis que la presse anglo-saxonne fut beaucoup plus nuancée. Après la bulle financière, nous avons, en France, la bulle médiatique. Regardons le fond et cherchons ensemble quels sont les points positifs et les faiblesses de ce sommet inédit.

Premier point positif : le sommet a eu lieu et s'est conclu sur un accord qui a du souffle et du contenu. Le G8 est mort (sept pays riches et la Russie) ! Vive le G20 qui va se réunir une nouvelle fois d'ici à la fin de l'année ! La Chine, l'Inde, le Brésil et bien d'autres économies

émergentes ne mangeront plus à la table des enfants pendant que leurs parents refont le monde.

Deuxième point positif : il y aura une relance allant au-delà des efforts américains, européens et japonais. Cette relance sera multilatérale, ce qui est une grande et heureuse nouveauté. Le FMI, mais aussi la Banque mondiale et aussi les plus discrètes Banques régionales (ex : Banque africaine de développement), auront de l'argent, beaucoup d'argent (plus de 1100 milliards de dollars) pour soutenir l'activité des pays émergents et des pays pauvres en difficulté.

Troisième point positif : les cartes vont être redistribuées au sein du conseil du FMI, les pays émergents devant progresser, la Chine en particulier, mais le texte est discret sur ceux qui vont reculer.

Quatrième point positif : les institutions financières (les banques mais aussi les fonds spéculatifs et les paradis fiscaux) seront surveillées par des organismes internationaux, en principe au-dessus des États. La publication d'une liste (incomplète) de paradis fiscaux est un signe d'audace (relative).

Cinquième point positif : les leaders s'engagent à ne pas recourir aux mauvaises manières qui avaient aggravé la crise de 1929 : dévaluations de combat et mesures protectionnistes.

Dernier point positif : la mention d'une « croissance verte ». L'expansion d'après-demain ne sera plus celle d'avant-hier.

Tout cela fait un beau bouquet de fleurs, composé en une seule journée. Mais elles ne doivent pas faire oublier les épines qui subsistent. J'en vois au moins trois.

Première épine : l'assainissement du système financier est évoqué sans grande précision. En pratique, chacun croise les doigts pour que les États-Unis réussissent le traitement en cours. Pour éliminer les produits toxiques qui empoisonnent les banques et ruinent la confiance, il y a deux solutions. Soit l'État nationalise les banques, fait le tri et revend les banques guéries au secteur privé. Ce sont les actionnaires qui paient au départ les pots cassés en perdant leur mise, mais les contribuables doivent contribuer si les dettes des banques dépassent leurs avoirs (si leur valeur nette est négative). Ce fut la voie suivie en Suède au début des années 1990, et aussi par Gordon Brown récemment. Soit on trouve des « braves gens » sur le marché qui achètent à prix cassé les mélanges de bons fruits et de fruits pourris. Pour les séduire, l'État met la main à la poche en versant une sorte de prime à la casse et en garantissant aux loups spéculateurs devenus moutons salvateurs que, de toute façon, ils ne feront aucune perte s'il

apparaît que les pommes du dessous sont plus pourries que prévu. C'est la voie, pour le moins hasardeuse, qu'a choisie l'équipe Obama (après l'équipe Bush). Ce qui est sûr, c'est qu'il faudra du temps pour rétablir la confiance entre les banques et pour faire redémarrer le crédit aux entreprises et aux particuliers.

Deuxième épine : le FMI devra faire sa révolution culturelle. Il était jusqu'à présent le preux croisé du « consensus de Washington », cette bible du libéralisme. Toute maladie pouvait être traitée avec une ordonnance simple et universelle : réduisez les dépenses publiques, augmentez les impôts et les prix fixés par l'autorité (l'alimentation, l'énergie, les transports) et, surtout, privatisez tout ce qui peut l'être puisque les entreprises privées sont tellement plus efficaces que les services publics ! Cette médecine médiévale reposant sur la saignée a aggravé les effets de la plus récente crise financière gérée par le FMI, celle de l'Asie en 1997. Maintenant, tout a changé : adieu Diafoirus, bonjour docteur Ox ! Le FMI devrait désormais insuffler de l'oxygène dans des économies particulièrement anémiées, celles d'Afrique, d'Asie du sud, d'Europe de l'Est. Il devrait dépenser de l'argent qu'il ne serait pas sûr de récupérer ! Cette perspective fait sourire certains bons observateurs à Washington. S'il n'est pas facile de guérir l'addiction américaine à l'alcool de l'endettement, il ne sera pas aisé non plus d'amener à une ébriété tempérée le FMI qui n'a jusqu'à présent bu que de l'eau, en mettant les pauvres au pain sec.

Troisième épine : l'Europe n'a pas tiré du G20 un surcroît d'unité, de volonté partagée de travailler ensemble pour le bien commun des 27 pays membres. Dès le lundi, le ministre des finances britannique a commencé à faire bande à part quand il a été question de régulation : pas question que la Banque centrale européenne passe l'aspirateur dans les greniers de la City. Et le couple franco-allemand n'est pas sorti de son consensus négatif : ni relance européenne, ni solidarité accrue avec les pays d'Europe de l'Est (on en confie la charge au FMI, ce qui n'est vraiment pas glorieux pour une Union qui se veut politique), ni message en direction de l'Afrique (à laquelle sourit la Chine au portefeuille bien garni).

L'incolore, inodore et sans saveur Barroso, supposé présider la Commission européenne, symbolise cette Europe invertébrée, où chaque pays riche essaie de régler son problème, en ignorant ceux des pays et des populations plus vulnérables.

En paraphrasant le communiqué du G20 : « Une crise européenne exige une réponse européenne ». Au moment où les leaders du G20 affichent leur foi sociale-démocrate, il serait paradoxal que l'Europe devienne le conservatoire du libéralisme mou. Tel est l'enjeu des élections européennes du 7 juin, dont le résultat pèsera lourd sur l'avenir de chacun.

mardi 7 avril 2009